



LE DROIT

Les filles inscrites au Collège St-Joseph sont montées aux barricades mercredi pour s'opposer au renvoi et au remplacement de plusieurs professeurs, dans la perspective d'instaurer un programme international.

La grande noirceur.

Nos filles en ont eu assez et elles sont sorties! Bravo, les filles! Vous avez mon appui et certainement celui de nombreux parents d'élèves du Collège St-Joseph qui, comme moi, s'interrogent sur les comportements pour le moins étrange de notre nouvelle direction.

Lorsque nous avons choisi le collège pour notre fille, il y a de cela trois ans, nous l'avons fait parce que la formule en place correspondait tout à fait à nos valeurs et nous étions confiants comme parents que notre fille allait y recevoir un enseignement de qualité en plus d'une attention humaine et d'un encadrement soutenu.

Depuis l'arrivée de la nouvelle directrice, Sandra Beauchamp, il semble de plus en plus difficile d'obtenir quelque information que ce soit.

CHANGEMENTS

Des décisions sont prises et des choses changent sans même que nous en soyons avisés. Aux dernières nouvelles, nous sommes encore des contributeurs financiers et je considère que nous avons aussi un droit de regard sur l'ensemble des événements qui ont cours à l'intérieur des murs du collège.

Bien des petites choses ont changé. Nous n'avons rien dit? Pas vraiment. Moi-même, lors d'un événement particulier - à l'occasion d'un spectacle des Fêtes qui mettait en cause ma fille et son groupe d'amies - j'ai tenté de communiquer avec M^{me} Beauchamp. Même après lui avoir laissé plusieurs messages sur sa boîte vocale, ainsi

qu'au secrétariat, elle n'a jamais daigné répondre...

Cela démontre pour moi l'importance que cette femme accorde aux parents d'élèves. J'ai aussi signé une lettre à ce même sujet avec les autres parents concernés et je n'ai jamais même reçu d'accusé de réception. Que faut-il comprendre à tout cela?

La mise en poste de cette nouvelle directrice s'est-elle effectuée dans le but ultime de changer la vocation de St-Joseph? Je ne saurais le dire, mais je me permets de le croire car, jusqu'à présent, rien dans le comportement de la direction n'indique une ouverture vers la communication avec les parents...

PAS MANIPULÉES

Cette fois, nos filles sont montées aux barricades et c'est avec passion qu'elles le font car elles aiment leur collège. Il faut vivre à leurs côtés pour comprendre à quel point le sentiment d'unité est fort entre elles. La vocation de St-Joseph est unique en Outaouais.

Non, comme parent je ne veux pas d'une autre polyvalente déguisée en collège. Nous avons fait des choix et sommes prêts à appuyer nos filles pour les défendre. Et ce ne sont pas les enseignants qui stimulent nos filles. Elles sont parfaitement capables de discernement et d'entrevoir le mouvement de grande noirceur instauré par la direction.

Bravo, les filles! Nous vous suivons!

Micheline Dumont,
Gatineau

Le Droit, 8 juin 2001 p. 17

Pas de réprimandes pour l'instant

Elles s'attendaient à des suspensions et à des réprimandes sévères à la suite d'une bruyante révolte devant leur école mercredi après-midi, mais il n'en était rien pour les étudiantes de l'école secondaire privée Saint-Joseph.

Le Droit

La directrice générale de l'établissement du secteur Hull, Sandra Beauchamp, n'était pas présente hier parce qu'elle aurait été en réunion avec des membres du syndicat des professeurs. Un malaise se serait développé depuis quelques mois entre la

nouvelle direction qui provient de l'école secondaire Le Carrefour et les professeurs du réputé collège.

Hier, ceux-ci n'auraient pas grondé leurs élèves pour leurs actions de mercredi et selon plusieurs sources, les filles auraient même été félicitées pour leur travail.

Les étudiantes sont sorties dans

la rue pendant leur pause mercredi après-midi pour dénoncer le traitement réservé à leurs professeurs à contrat. Elles ont aussi rejeté le projet de la nouvelle direction d'implanter un programme d'études internationales qui est déjà offert aux écoles secondaires publiques Le Carrefour et de l'Île.

En dernier lieu, elles en veulent à la direction de mettre un terme à plusieurs activités traditionnelles qui font de l'école St-Joseph un endroit unique pour étudier.

Selon Maija Duncan, une élève de cinquième secondaire, certains professeurs ont félicité leurs étudiantes pour leur démonstration de la veille. Les filles étaient déchainées et criaient à pleins poumons en enjambant la clôture

de leur établissement. Elles ont pu se retrouver dans la rue.

Pendant ce temps, les portes du collège ont été fermées à clé pour empêcher d'autres étudiantes d'aller rejoindre celles qui avaient réussi à s'échapper.

«Des profs ont dit qu'on avait bien fait notre travail et que c'était une bonne façon de se faire entendre, mais ils ont tous dit qu'ils allaient nier ces propos si la direction venait qu'à pointer des doigts vers eux», a signalé Maija Duncan, qui doute malgré tout que la direction tende l'oreille à ses revendications.



ARCHIVES

«La directrice va être là lundi. Nous n'avons entendu parler de rien aujourd'hui (hier) de la part de la direction. C'est comme si rien ne s'était passé. Les professeurs étaient souriants et il y en a qui nous ont montré leur support», a expliqué l'étudiante Alexandra Bisson.

Les élèves de Saint-Joseph n'ont pas d'école aujourd'hui en raison de leur journée d'activités de fin d'année scolaire et certaines appréhendent des sanctions dès le retour en classe lundi.



Mario BOULIANNE

Téléphone : 613-562-0333
Télécopieur : 613-562-7539
courriel : mboulianne@ledroit.com

Une soirée pour Jean

Il y a longtemps que j'attendais ce moment. Il y a longtemps que j'espérais que le comité organisateur du Festival de montgolfières de Gatineau rende hommage à celui qui a mis au monde ce grand événement populaire.

Le jeudi 21 juin, à la Maison de la culture de Gatineau, plus de 600 personnes rendront hommage à **Jean Boileau**.

Jean a dirigé le festival de 1988 à 2001. À ses débuts, ce grand rendez-vous annuel n'était qu'une curiosité où se réunissaient quelques mordus de la montgolfière. Au fil des ans, c'est devenu un rendez-vous incontournable pour bon nombre d'aérostiers de la planète, sans compter les grands spectacles qui y sont présentés.

Tous les Gatinois se rappelleront le drame familial vécu par Jean et sa famille. En 2001, à quelques heures du lancement des Jeux de la Francophonie, un accident de montgolfière coûtait la vie à sa fille. Impuissant devant ce drame qui se déroulait sous ses yeux, Jean et les siens ont dû surmonter cette terrible épreuve.

Aujourd'hui, six ans plus tard, la douleur est toujours aussi vive, mais le bonhomme a repris goût à la vie.

En quittant la Ville de Gatineau, où il était à la direction des communications, il a pris du temps pour lui et sa famille. Il a fait un séjour à La Cité collégiale, entre autres, et aujourd'hui, il travaille à l'Université du Québec en Outaouais où ses compétences et son ardeur au travail profitent à l'UQO.

Le 21 juin, Jean se fera parler d'amour. Mon confrère **Martin Vanasse** et moi animerons cette soirée qui sera très forte en émotions et en surprises, sous la direction artistique de Joël-Marc Frappier.

Alors, Jean, mon ami, prépare-toi à vivre une soirée mémorable. Et pour ceux et celles qui y assisteront, ce sera une soirée qu'ils ne seront pas prêts d'oublier. Il reste encore quelques billets mais il faut faire vite. Pour en savoir plus, composez le (819) 243-2330.

De la grande visite

Pour sa 20^e édition, le Festival de montgolfières de Gatineau recevra la visite du pilote britannique **Brian Jones**. Avec son coéquipier français Bertrand Picard, Jones fut le premier aérostier à effectuer le tour du monde ininterrompu en ballon.

Ce périple de 20 jours a été effectué en 1999 à bord du *Breitling Orbiter 3*, une montgolfière spécialement conçue pour l'occasion.

Le 1^{er} mars 1999, les deux aven-

turiers avaient décollé du Château-d'Oex en Suisse pour atterrir en Égypte au bout d'un vol de 45 744 km.

Brian Jones en sera à sa première visite au Festival de montgolfières de Gatineau.

Il offrira aux pilotes ainsi qu'au public une conférence sur ses nombreux exploits le jeudi 30 août au Musée de l'Aviation du Canada.

Cette conférence est gratuite, mais il faut se procurer des laissez-passer, limite de quatre par personne, auprès de **Bernard**



PHOTO LE DROIT

Les têtes rasées

Une douzaine de cols bleus de Gatineau se font raser le coco, hier aux ateliers de la Ville de Gatineau sise sur la rue Edmonton, dans le secteur Hull. Sur la photo, on voit Marc Charlebois, contremaitre, qui se fait raser la tête par Stéphanie Joly. Les cols bleus ont amassé plus de 10 000 \$ depuis trois ans avec cet événement et veulent amasser près de 3000 \$ cette année. Dimanche, aux Promenades de l'Outaouais, se tiendra le Défi Têtes rasées aux profits de Leucan Outaouais. Pour informations : (819) 623-2228 (poste 2) ou encore www.tetesrasees.com

Gervais au 819-43-2331 poste 15.

Internet <http://franco.ca/radioenfant/>.

De la radio en vacances

La Radio enfant-ado offre aux jeunes de 9 à 14 ans un camp d'été radiophonique.

Par groupe de 10 jeunes, les responsables de la radio permettront aux jeunes de vivre une expérience hors du commun. Au cours du camp, les participants pourront devenir animateurs, chroniqueurs, journalistes ou techniciens.

Des sorties seront organisées pour aller cueillir l'information nécessaire à la présentation d'émissions.

Trois camps sont prévus, ceux du 2 au 6 juillet, du 9 au 13 juillet et du 6 au 10 août. Le camp débute à 8 h 30 pour se terminer à 16h30. Il est possible de bénéficier d'un service de garde moyennant des frais supplémentaires.

Pour en savoir plus, composez le (819) 243-6226 ou visitez le site

Voyez clair pour MIRA

Au cours des prochaines semaines, la Fondation MIRA lancera une vaste campagne de financement à travers le Québec, et l'Outaouais est invitée à y participer.

Grâce à l'engagement de Répare-brise, une entreprise spécialisée en réparation de pare-brise, MIRA profitera de tous les profits réalisés durant une journée. Trois services seront offerts le samedi 16 juin, sur le terrain du Métro Leblanc situé au 910, boulevard Maloney Est, de 9 h à 17 h. La réparation de pare-brise, la restauration des phares et le service Vision 4 saisons vous seront offerts.

Pour en savoir plus sur ces services, vous pouvez visiter le site Internet www.repare-brise.net et pour MIRA, composez le (819) 210-4000.

domicile pour les personnes qui ne peuvent pas se rendre en cursale.

« Au moment où la ville discute de transformation et de renouvellement, les services offerts par la Bibliothèque publique d'Ottawa aux personnes qui sont soit incapables de s'y rendre ou qui ne peuvent pas lire les livres traditionnels, représentent un exemple qui vient confirmer que la Ville est en mesure de remplir sa mission. » a dit **Michael Allen**, président de United Way/Centraide Ottawa.

La bibliothécaire municipale, **Barbara Clubb**, a accepté le prix pour le compte de la BPO.

Les Services à domicile, de même que d'autres services pour personnes ayant des besoins spéciaux, témoignent de l'engagement de la Bibliothèque publique d'Ottawa à l'endroit de services de base gratuits pour tous les citoyens d'Ottawa.

Des musiciens champions

Lors du 78^e Festival des harmonies et orchestres symphoniques de Sherbrooke qui se tenait en mai dernier, les harmonies et l'ensemble de jazz de l'école secondaire publique Gisèle-Lalonde à Orléans ont remporté plusieurs prix. Ce concours regroupe chaque année plus de 10 000 musiciens provenant de diverses régions du Québec et du Canada.

L'harmonie de 7^e année a mérité une note d'or et un 2^e prix avec un résultat de 96 %. Ces jeunes ont aussi décroché une note d'or et un 1^{er} prix en lecture à vue avec un résultat de 95 % ainsi qu'une bourse de 200 \$.

L'ensemble Jazz a également remporté une note d'or et le prix de sa catégorie

avec un résultat de 88 %. Ces groupes sont sous la direction d'**Hélène Fortier**. Quant à l'harmonie de 8^e année, dirigée par **Carole Jolicœur**, elle est revenue avec une note d'argent. De même que l'harmonie de 9^e, dirigée par M^{me} Fortier, qui a aussi remporté une note d'argent.

Les boîtes à savon à Orléans

La deuxième édition de la course de Boîtes à savon d'Orléans aura lieu samedi, sur le boulevard Orléans.

L'objectif du comité organisateur est de développer le goût des loisirs chez les jeunes et de créer un partenariat entre les familles de la communauté. La course s'adresse aux jeunes de 7 à 17 ans.

Pour en savoir plus, je vous invite à communiquer avec **Julie Beauchamp-Conde**, membre du comité organisateur, en composant le (613) 834-4416.

Un prix pour la BPO

La Bibliothèque publique d'Ottawa (BPO) a été reconnue pour sa contribution au sein de la communauté en recevant le Prix des personnes handicapées, dans le cadre de la cérémonie de remise de prix annuelle de Centraide. La BPO offre des services à



FRANÇOIS LAPLANTE, LE DROIT

Les cygnes en liberté

La Ville d'Ottawa a remis en liberté mercredi ses cygnes royaux dans la rivière Rideau, au parc Brantwood, après les avoir laissés en cage au cours de l'été dernier en raison des risques de grippe aviaire. Cette histoire avait fait réagir beaucoup les protecteurs des animaux, eux qui accusaient la municipalité de mal traiter les bêtes. Celles-ci demeureront en liberté jusqu'en novembre, avant de revenir à leurs installations du chemin Leitrim pour la durée de la période hivernale.



Le jeudi 07 juin 2007

Le tiers des cégeps prennent le virage vert

Montréal

Près du tiers des cégeps québécois ont pris le virage vert.

En effet, 25 cégeps et collèges ont choisi depuis trois ans de poser des gestes concrets pour la protection de l'environnement, obtenant la certification de «cégep vert du Québec».

Cette certification s'appuie sur des objectifs réalistes et ne signifie pas que les maisons d'enseignement se sont imposé des objectifs sur le volume de déchet récupéré ou la réduction de gaz à effet de serre.

Le directeur d'Environnement Jeunesse, Jérôme Normand, explique préférer utiliser la stratégie concrète des petits pas plutôt que de lancer des objectifs spectaculaires qui seront difficiles à atteindre.

Pour lui, il s'agit de créer une culture de gestion environnementale tout en éduquant et en formant l'ensemble des acteurs impliqués dans la vie d'un collège.

Actuellement, près de 60 000 étudiants, 35 000 employés et des centaines de collaborateurs sont impliqués dans les projets.



Le vendredi 08 juin 2007

Réduction des GES: un objectif mondial fixé à 2009

[Gilles Toupin](#)

Heiligendamm, Allemagne

Les leaders des pays les plus industrialisés se sont mis d'accord hier sur la nécessité de mettre en place d'ici 2009 un objectif mondial pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), une conclusion en deçà des attentes du Canada mais qui a néanmoins été saluée par le premier ministre Stephen Harper.

M. Harper aurait souhaité, avec l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne notamment, un accord chiffré qui aurait contraint les émetteurs majeurs à réduire de 50% leurs émissions d'ici 2050. Mais la réticence des États-Unis à accepter des cibles contraignantes a eu raison, pour l'instant, de ces ambitions.

«Au cours des discussions avec le président Bush et les autres leaders, a déclaré M. Harper aux journalistes canadiens, j'ai soutenu qu'il nous fallait aller vers des cibles réelles et obligatoires. C'est certainement ma compréhension de ce qu'il faut faire pour vraiment lutter contre le réchauffement climatique. J'ai été très clair sur ce point dans nos rencontres.»

Le premier ministre a ainsi déploré que ces cibles n'aient pas été fixées dès maintenant. «Mais je pense, a-t-il ajouté, que c'est un pas important dans la bonne direction. Si nous pouvons aller de l'avant et maintenir notre erre d'aller, je crois qu'on s'en va dans la bonne direction.»

«Il ne faut pas se conter des histoires, a encore déclaré Stephen Harper. Nous devons faire preuve de retenue face à cet accord. Il n'est pas question de monter trop haut sur le piédestal. On sait ce qui s'est passé au Canada. Nous nous étions engagés voici plus de 10 ans à respecter certaines cibles. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que nous sommes incapables de les atteindre. Alors, si les autres nous demandent de discuter avec nous avant de déterminer des cibles mondiales, je crois que c'est une demande raisonnable et que nous devons faire preuve de flexibilité à cet égard.»

M. Harper n'en a pas moins répété hier qu'il demeurerait essentiel d'avoir une cible de réduction des GES obligatoire pour le monde entier tout en expliquant qu'il sera nécessaire d'accepter l'idée d'une certaine répartition des cibles pour chacun des pays, comme le fait d'ailleurs l'Union européenne.

Le communiqué du G8 sur les changements climatiques affirme que les membres vont «sérieusement prendre en compte la décision prise par l'Union européenne, le Canada et le Japon de réduire de moitié les émissions totales d'ici 2050».

«Nous nous engageons sérieusement à atteindre ce but», ajoute le communiqué. L'accord précise également que ce processus se fera à même la conférence de l'ONU sur les changements climatiques qui aura lieu à Bali en Indonésie en décembre prochain. Le cadre de l'accord sur l'après-Kyoto devra être accepté dès la fin de 2008 par tous les émetteurs majeurs, dont les États-Unis, la Chine et l'Inde, pour aboutir à un accord formel en 2009, ont affirmé les leaders du G8.

Le premier ministre Harper a déclaré hier qu'il escomptait que les grands émetteurs

non signataires de Kyoto suivent. «Je suis optimiste, a-t-il dit. Il est peut-être un peu trop optimiste cependant de s'attendre à un règlement global dès la réunion de Bali. Je pense qu'il est essentiel, comme première étape, de convaincre tout le monde qu'il nous faut un plan international universel. Si nous pouvons nous entendre sur la nécessité de l'action commune, nous pourrons faire du progrès. Je suis convaincu - étant donné la réticence de certains pays à accepter des cibles individuelles - qu'il est plus facile de commencer avec l'idée que le monde entier a besoin d'une cible globale de réduction des GES.»

À Ottawa, les trois partis de l'opposition se sont montrés peu impressionnés par l'accord conclu à la réunion du G8. Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a affirmé que le premier ministre Stephen Harper n'avait pas joué son rôle de leader sur la scène internationale. «Le Canada a contribué à faire couler le processus, a contribué à donner de l'assurance au président Bush. Nous sommes maintenant moins avancés que nous l'étions en décembre 2005 à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques», a affirmé M. Dion.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est montré tout aussi cinglant. «M. Harper a joué le rôle du double de George Bush. C'est le plus bas des dominateurs communs. C'est très décevant. Il se trouve à rabaisser les objectifs de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre à ce que George Bush voulait bien», a-t-il dit.

Avec la collaboration de Joël-Denis Bellavance à Ottawa.



Le vendredi 08 juin 2007

Le plan vert québécois enfin mis en oeuvre

[Malorie Beauchemin](#)

Québec

Avec les redevances sur les hydrocarbures qui entreront en vigueur en octobre, le plan vert du gouvernement libéral contre les changements climatiques pourra enfin être financé et concrétisé, un an après sa présentation. Jugeant qu'il est urgent d'agir, la ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, est allée chercher une avance de 22 millions sur ces redevances pour mettre en branle certains projets dès maintenant.

Après un an de consultations, d'élaboration de programmes et de réglementations - sans pouvoir concrétiser des actions, faute de financement -, la mise en oeuvre du plan d'action passe donc en vitesse grand V.

«Au nom des changements climatiques, au nom de Kyoto, il faut mettre les bouchées doubles. Je suis allée chercher l'avance nous permettant de mettre en place les mesures déjà prêtes», a expliqué la ministre Beauchamp, au moment de dresser le bilan de la première année du plan d'action.

À terme, le plan sera entièrement financé par les redevances sur les hydrocarbures à hauteur de 200 millions par année. Seulement 100 millions auront toutefois été investis pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 2008.

Les 22 millions d'avance de fonds serviront notamment à la mise en oeuvre de projets en transport collectif (11 millions), entre autres en milieu rural. Quelques 2 millions seront investis dans une imposante campagne de sensibilisation, qui devrait d'ailleurs être annoncée aujourd'hui.

Le réseau de surveillance des changements climatiques sera bonifié d'une somme de 2 millions (dont 500 000\$ provenant de l'Éco-Fiducie). Le fonds consacre 3 millions au projet-pilote d'usines de production d'éthanol annoncé hier matin par le premier ministre Jean Charest, à Sherbrooke. Quelque 1,5 million servira à des projets de transport intermodal et 3 millions seront affectés à la captation de biogaz sur les lieux d'enfouissement.

Le plan vert comprend 24 mesures touchant les domaines de l'agriculture, des matières résiduelles, du secteur industriel, de l'efficacité énergétique, mais surtout du transport, secteur qui à lui seul représente 38% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec.

«Le plan d'action a 24 mesures. On va les réaliser. On va atteindre nos objectifs. Mais il est clair que des mesures additionnelles sont nécessaires. Elles sont les bienvenues. J'interpelle la population et les groupes environnementaux à nous soumettre leurs propositions», a lancé la ministre Beauchamp.

À terme, l'objectif du gouvernement est d'avoir réduit de 6% les émissions de GES en 2012, par rapport au niveau de 1990. Actuellement, le Québec émet environ 91 mégatonnes (Mt) de GES, contre 85,3 Mt en 1990. Si rien n'était fait, les prévisions indiquent qu'en 2012, la province en émettrait 94 Mt. Avec son plan vert et les 350 millions du programme fédéral Éco-Fiducie, Québec pense être en mesure d'atteindre

son objectif, soit d'émettre 80,2 Mt en 2012.

Pour l'instant, il est impossible de savoir si la province a progressé dans sa lutte contre les changements climatiques au cours de la dernière année. Il faudra jusqu'à deux ans pour compiler et analyser les données, a dit la ministre, qui s'est par ailleurs engagée à ce que le gouvernement rende des comptes chaque année sur les réalisations du plan. Selon le sous-ministre adjoint aux politiques Pierre Baril, le Québec pourrait bien avoir atteint un plateau, voire même avoir réduit légèrement ses émissions.

Des groupes environnementaux ont tenu à saluer la volonté du gouvernement. «La ministre sait être très efficace pour démontrer sa détermination à mettre en oeuvre le plan qui a été présenté l'an dernier. Les mesures sont là, une partie de l'argent est là», a souligné le coordonnateur du programme Changements climatiques chez Équiterre, Hugo Séguin. Ce dernier déplore toutefois la lenteur de la mise en oeuvre des projets. «Il y a du retard qui a été pris dans certaines grandes mesures, en particulier au niveau du financement, a-t-il conclu. On a pris du retard dans la perception de la redevance, alors on prend du retard sur l'application de certaines mesures.»



Friday » June
8 » 2007

Older schools, day cares ordered to flush water systems

The Ottawa Citizen

Friday, June 08, 2007

TORONTO - All schools and day-care facilities in Ontario that were built before 1990 will be required to flush their water systems every day, the Ontario government announced yesterday.

"This is a precautionary measure," said Environment Minister Laurel Broten.

The province has also ordered these facilities, and municipalities, to conduct annual testing of the lead levels in the drinking water.

The move came after higher than acceptable levels of the heavy metal were found in recent tests in 36 communities across the province.

The province also proposed assisting low-income parents with infants and young children and pregnant women living in older neighbourhoods with the cost of filters, where they are recommended.

© The Ottawa Citizen 2007

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Friday » June
8 » 2007

Staff, councillor at odds over policy of buying vacant schools

Jake Rupert

The Ottawa Citizen

Friday, June 08, 2007

City staff and Bay Councillor Alex Cullen are in a scrap over the municipality's policy on buying elementary schools when they close.

Mr. Cullen wants the city to buy them all in order to preserve the sports fields and buildings for community purposes. City bureaucrats want to take a more measured approach that would see the municipality make offers when they deem it appropriate.

The battle is scheduled to move to the city's economic-affairs committee next week to be dealt with by councillors and the mayor. They have been given two reports on the issue: one from city staff, and one from Mr. Cullen.

"What I'm seeking to do is to save and retain important parts of neighbourhoods," Mr. Cullen said. "These aren't just centres for education. They are sports fields, playgrounds, facilities for community meetings and indoor events."

In response to a motion brought by Mr. Cullen, seconded by Beacon Hill-Cyrville Councillor Michel Bellemare and passed by council unanimously in 2005, bureaucrats reviewed the city's current policy on school acquisition.

They found that it needed improving, but not an overhaul like Mr. Cullen proposes.

The report to the committee by Richard Kilstrom, manager of community planning and design, suggests changes to the policy.

It recommends council approve developing priority lists of schools in case they come up for sale and revising the list annually. City staff are also proposing city departments adjust programs and funding to be able to make an offer quickly if a school with a high-priority designation is put up for sale.

Mr. Cullen says this approach is not aggressive enough, and the city's policy should be simply that if a school is for sale, the city should try to buy it, and mortgage the purchase over 10 to 20 years.

"In my view, the city should take advantage of every opportunity to acquire surplus school space (particularly surplus elementary-school space) in order to maintain the essential characteristic of the community," he wrote in his report.

The city staff report disagrees with Mr. Cullen's approach for several reasons.

The report says it will be "far more expensive," that it is contrary to the city's land-acquisition policy, and it could result in the city buying real estate there's no need for.

"(Mr. Cullen's idea) assumes smaller school sites are always useful to community development, while the preferred approach is to evaluate all sites and to prioritize them by

their cost/benefit," Mr. Kilstrom's report says.

According to the staff report, when a school goes up for sale, other school boards and provincial agencies get first crack at buying them, followed by federal and municipal governments.

Since 1999, 75 school sites in Ottawa have been offered to the city, which expressed interest in buying 12. Out of these, the city was only able to buy a soccer field. Thirty per cent of the school site was sold to the private sector.

Mr. Cullen says this is proof the city's policy needs drastic change, and even if, after purchase, it's determined the city doesn't need the real estate, it can be sold to the private sector.

"It won't waste any money, because we can always turn around and resell at a profit," he said.

"Every community association I've talked to supports this because they see the value in retaining the spaces for community use."

The approach the committee chooses next week will go to council for final approval later this month.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Friday » June
8 » 2007

Police toughen up on student revelry

The Ottawa Citizen

Friday, June 08, 2007

School will soon be out for summer, but city police are telling students to celebrate responsibly, as unsanctioned celebrations and illegal activities will be met with "zero tolerance."

Grads are being warned that officers will be strictly enforcing all city by-laws, provincial offences and Criminal Code violations. This means trespassing, drug use, alcohol consumption, mischief and disturbances, and after-hours entry to public parks will not be tolerated.

Parents are also being reminded that under the Parental Responsibility Act, they can be held accountable for damages caused by their children.

Officials say they adopted the tough- love approach to promote community safety and public peace without discouraging all activities relating to the end of the school year.

© The Ottawa Citizen 2007

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.